



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FACTORING

RAPPORT ANNUEL

2020

SOMMAIRE

PARTENAIRE DE VOTRE ENTREPRISE	03
EDITO	04
GOVERNANCE	05
CHIFFRES CLÉS	06
COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE	07
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	08
RAPPORT FINANCIER	12
REMARQUES COMPLÉMENTAIRES	14



Retrouvez notre actualité ainsi que toutes les informations utiles sur nos produits et services sur www.factoring.societegenerale.com

Service Communication
factoring.communication@socgen.com

PARTENAIRE DE VOTRE ENTREPRISE



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FACTORING propose aux entreprises des solutions de financement, de gestion et de garantie de leurs créances commerciales. Acteur majeur de l'affacturage sur le marché français, et en pleine croissance sur l'international, Société Générale Factoring est filiale à 100% de Société Générale.

Entreprise créée en 1974, Société Générale Factoring compte aujourd'hui plus de 325 collaborateurs répartis dans ses implantations en France métropolitaine (Paris et Lyon) et en outre-mer (la Réunion). En termes de gouvernance, Société Générale Factoring France est la figure de proue de la ligne métier mondiale affacturage du Groupe Société Générale.

Spécialiste des métiers du financement court terme et du crédit inter-entreprises (financement du poste clients et du poste fournisseurs, gestion et garantie), Société Générale Factoring a développé une large gamme de produits pour répondre à tous les segments de clientèle (TPE, PME, Grandes Entreprises, Associations) en France comme à l'international.

Son expertise métier et sa proximité client en font un partenaire de référence pour les entreprises en recherche de solutions de financement innovantes et adaptées à leurs besoins.

« **ACTEUR EUROPÉEN DE RÉFÉRENCE, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FACTORING CONÇOIT ET DÉLIVRE DES SOLUTIONS EXPERTES ET INNOVANTES POUR OPTIMISER LA TRÉSORERIE, FINANCER ET SÉCURISER LE BAS DE BILAN DES TRÈS PETITES ENTREPRISES AUX GRANDS GROUPES INTERNATIONAUX POUR UNE RELATION ET UNE CROISSANCE DURABLES. NOUS CULTIVONS UN ESPRIT D'ENTREPRISE EXIGEANT, BIENVEILLANT ET POSITIF. »**



ERIC FRACHON, DIRECTEUR GÉNÉRAL

Des valeurs fortes et reconnues

Depuis plus de 40 ans, Société Générale Factoring s'appuie sur l'expertise et l'engagement de ses collaborateurs pour développer des solutions génératrices de valeur ajoutée pour ses clients. L'innovation est une valeur forte qui lui a permis d'être reconnue au sein du Groupe Société Générale, mais également par ses pairs, notamment au sein de l'Association Factor Chain International (FCI).

2020, une année atypique

Jusqu'en 2019, le marché de l'affacturage en France continuait une croissance à deux chiffres. Le premier semestre 2020, marqué par la crise sanitaire, a enregistré un recul historique de l'activité (-10,2%). Malgré ce contexte, l'affacturage reste la première source de financement court terme des entreprises, devant le découvert. L'année 2020 a donc fortement été affectée par la crise sanitaire avec, d'une part, une activité en baisse, voire nulle, pour beaucoup d'entreprises et, d'autre part, des mesures de soutien du gouvernement limitant leurs besoins en trésorerie. Dans ce contexte, les volumes traités par les facteurs français ont enregistré un recul sur l'année de -7,5%. Dès le premier confinement, les équipes de Société Générale Factoring ont été en mesure de travailler à distance et d'accompagner les clients au quotidien pour le financement, la gestion et la garantie de leur créances commerciales. Puis dès septembre 2020, nos clients ont également pu bénéficier de trésorerie dès la réception de leurs commandes, dans le cadre du dispositif de financement des bons de commandes garanti par l'Etat.

Une stratégie de croissance durable et de proximité client

Malgré les impacts de la crise sanitaire qui affecte l'économie mondiale, nous ambitionnons de poursuivre notre croissance au travers de notre développement tant en France qu'à l'international. Notre stratégie de digitalisation a été accélérée afin de toujours accompagner au mieux nos clients.

Des synergies de groupe renforcées

Un des axes stratégiques du groupe Société Générale est de développer les synergies entre les différentes lignes métiers. Nous y contribuons activement en renforçant notamment les synergies au sein du Global Transaction & Payment Services (GTPS).

Responsabilité Sociale et Environnementale au cœur de nos priorités

En réduisant les délais de paiements qui sont une cause majeure de défaillance des entreprises, l'affacturage contribue par nature à la protection de l'économie. Dans ce cadre, Société Générale Factoring développe par exemple des solutions pour le financement des associations et des toutes petites entreprises. Nous nous engageons également à développer des programmes responsables avec nos grands clients.

GOVERNANCE

COMITÉ EXÉCUTIF - 2020



ÉRIC FRACHON
DIRECTEUR GÉNÉRAL



PHILIPPE POUGEARD
DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ
BUSINESS



ÉRIC FLOUR
DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ
RESSOURCES



MARIE-PIERRE DEVIDTS
DIRECTRICE DÉV. STRATÉGIQUE,
MARKETING & COMMUNICATION



ALAIN DUPEYRON
DIRECTEUR OPÉRATIONS



ARNAUD DE LA MORANDIÈRE
DIRECTEUR RISQUES



PIERRE DEMPÈRE
DIRECTEUR CORPORATE



NATHALIE CRABIÉ
DIRECTRICE FINANCE



LUCIE PETYST DE MORCOURT
DIRECTRICE RESSOURCES
HUMAINES



XAVIER LEBLANC
DIRECTEUR CONQUÊTE
CLIENTS RÉSEAUX



LUC HENRY
DIRECTEUR RELATION
CLIENTS RÉSEAUX



JÉRÉMIE WILENSKI
DIRECTEUR STEERING &
TRANSFORMATION



JONATHAN CROFT
DIRECTEUR DES SYSTEMES
D'INFORMATION



ANETA PÉLÉGRY
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE,
DIRECTRICE CONFORMITÉ

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Alexandre MAYMAT - Président du Conseil d'Administration
Éric FRACHON - Directeur Général et Administrateur
Didier BOORÉE - Administrateur
Martine LASSEGUES - Administrateur
Agnès JOLY - Administrateur
Alain QUENTIN - Administrateur
Cécile WAYMEL - Administrateur
Jean-Philippe GUILLAUME - Administrateur
Houria CHAIBLAINE - Représentante permanente de Société Générale, Administrateur

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Deloitte & Associés représenté par
Marjorie BLANC-LOURME

Ernst & Young Audit représenté par
Vanessa JOLIVALT

CHIFFRES CLÉS



99 M€

DE PRODUIT NET BANCAIRE



56,6 G€

DE CHIFFRE D'AFFAIRES ACHETÉ
DONT 51% À L'INTERNATIONAL



6,2 G€

D'ENCOURS MOYEN FINANCÉ



325

COLLABORATEURS



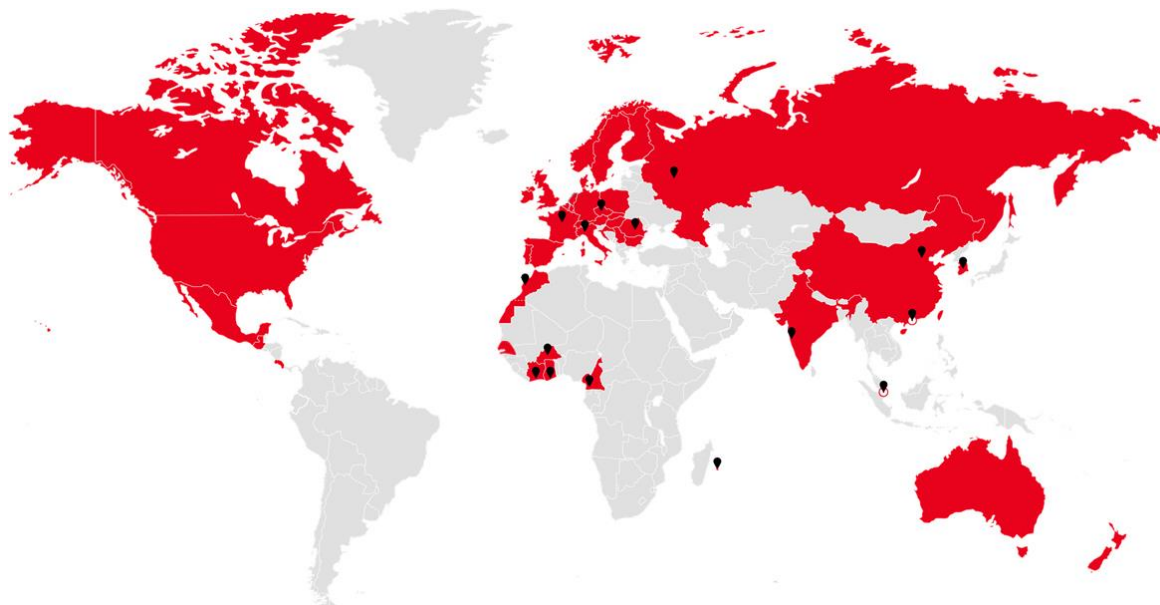
4500

CLIENTS



BEST FACTORING SERVICES
RECONNU « BEST FACTORING SERVICES »
EN EUROPE, EMEA & AFRIQUE

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



EUROPE

- > Allemagne
- > Autriche
- > Belgique
- > Bulgarie
- > Croatie
- > Danemark
- > Espagne
- > Finlande
- > France
- > Hongrie
- > Irlande
- > Italie
- > Luxembourg
- > Norvège
- > Pays-Bas
- > Pologne
- > Portugal
- > République Tchèque
- > Roumanie
- > Royaume-Uni
- > Russie
- > Serbie
- > Slovaquie
- > Suède
- > Suisse

AFRIQUE

- > Burkina Faso
- > Cameroun
- > Côte d'Ivoire
- > Ghana
- > Île de La Réunion*
- > Maroc
- > Sénégal

AMÉRIQUE

- > Canada
- > Costa Rica
- > États-Unis
- > Guatemala
- > Mexique

ASIE

- > Chine
- > Corée Du Sud
- > Hong Kong
- > Inde
- > Singapour

OCÉANIE

- > Australie
- > Nouvelle-Zélande

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES - Extrait

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'Assemblée Générale de Société Générale Factoring

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Société Générale Factoring relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion - Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les activités bancaires, les activités d'assurance et les services financiers {prêts financement et commissions}, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur,

nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 02 juin 2021
Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS
MARJORIE BLANC-LOURME

ERNST & YOUNG AUDIT
VANESSA JOLIVALT

RAPPORT FINANCIER - BILAN

ACTIF (EN KEUR)	31-12-2020	31-12-2019
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	691 143	508 265
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	8 968 815	9 353 177
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENUE FIXE	14 315	15 705
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME	54	285
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 284	18 249
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 261	2 619
AUTRES ACTIFS	3 582	3 673
COMPTES DE RÉGULARISATION	6 553	7 266
TOTAL	9 705 007	9 909 239
PASSIF (EN KEUR)	31-12-2020	31-12-2019
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	7 822 177	7 957 654
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 661 052	1 717 681
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	15 159	24 668
AUTRES PASSIFS	21 016	28 334
COMPTES DE RÉGULARISATION	34 536	40 263
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 118	1 557
CAPITAUX PROPRES	149 948	139 081
CAPITAL SOUSCRIT	14 400	14 400
RÉSERVES	124 680	104 798
REPORT À NOUVEAU	1	1
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	10 867	19 882
TOTAL	9 705 007	9 909 239
HORS BILAN (EN KEUR)	31-12-2020	31-12-2019
ENGAGEMENTS DONNÉS		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1 148 599	1 453 979
ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	277 299	360 384
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	2 675 999	2 340 149

RAPPORT FINANCIER - COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT (EN KEUR)	31-12-2020	31-12-2019
+ COMMISSIONS D'ANTICIPATION	68 380	87 925
+ PRODUITS SUR LES OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	11 107	11 572
- CHARGES SUR OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	-23 252	-44 061
+ COMMISSIONS DE SERVICE	49 545	59 489
+ COMMISSIONS (PRODUITS)	7 827	5 556
- COMMISSIONS (CHARGES)	-12 758	-11 835
+ AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	519	947
- AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-1 886	-17
PRODUIT NET BANCAIRE	99 482	109 576
- CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-62 147	-68 553
- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	-7663	-7602
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	29 671	33 422
+/- COÛT DU RISQUE	-12 708	-1566
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	16 963	31 856
+/- GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS	0	28
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	16 963	31 884
+/- RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	0	0
- IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	-6 096	-12 002
RÉSULTAT NET	10 867	19 882

REMARQUES COMPLÉMENTAIRES

Pour la lecture du bilan et du compte de résultat Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Société Générale Factoring (SGF), filiale d'affacturage de la Société Générale, propose aux entreprises des solutions de gestion, de financement et de garantie de leurs créances commerciales.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux de SGF ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit, du Règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Tous les montants sont indiqués en KEUR. Les informations présentées dans les annexes aux comptes annuels se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers de Société Générale Factoring, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

Immobilisations et amortissements

Immobilisations incorporelles générées en interne

Les études informatiques générées en interne se rapportant à un projet en méthode classique ou en méthode agile sont immobilisées, chaque fois que le coût global du projet ou de la release concerné dépasse 50 KEUR.

Autres immobilisations - amortissements

Hormis les immobilisations générées en interne, les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de logiciels informatiques externes. Elles sont amorties linéairement sur 4 ans sauf cas particulier de projet structurant de grande ampleur pour l'entreprise dont la durée d'utilisation est portée à 7 ans.

Créances, dépréciations pour risque de crédit

Créances douteuses débiteurs

Conformément à l'article 2221-1 du Règlement ANC 2014-07 de l'autorité des normes comptables, sont classées en « créances douteuses débiteurs », les créances sur débiteurs restées impayées plus de 3 mois après leur échéance théorique, ou si indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe une procédure contentieuse.

Seules les créances débiteurs sur adhérents sains sont susceptibles d'être classées en créances douteuses débiteurs. Les créances débiteurs, qu'elles soient douteuses ou non, sur adhérents contentieux, ne figurent pas dans les comptes de créances douteuses débiteurs. Leur montant est pris en compte dans le calcul des créances douteuses adhérents.

A noter que ces créances peuvent faire l'objet d'un allongement d'échéance pouvant aller jusqu'à 120 jours, sous accord.

Créances douteuses adhérents

Le compte « créances douteuses adhérents compromises » enregistre les sommes dues par les adhérents en procédure contentieuse.

La part de ces créances couverte par des garanties est reclassée en « créances douteuses simples », ainsi que prévu dans l'avis n°2003-G du Comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité.

Le compte de créances douteuses simples inclut également les soldes des comptes courants d'adhérents restés débiteurs pendant 90 jours consécutifs.

REMARQUES COMPLÉMENTAIRES

Règle de la contagion

Comme prévu à l'article 8 du Règlement n°2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable, le principe général est d'appliquer la règle de la contagion, c'est-à-dire de retenir pour un débiteur tous les encours portés sur son numéro de SIREN et pour un adhérent contentieux, tous les encours des débiteurs pour cet adhérent.

Il est fait exception à la règle de la contagion, pour les créances débiteurs, dans les cas suivants :

- pour les créances débiteurs litigieuses, lorsque l'adhérent est notoirement solvable. Dans ce cas, si le litige ne peut être résolu, l'adhérent remboursera SGF conformément au contrat ;

- pour les créances débiteurs non litigieuses :
o lorsque le contrat est avec recours, car dans ce cas le risque de crédit dépend de la solvabilité de l'adhérent,

- o lorsque le débiteur est notoirement solvable (administration ou grand compte),

O lorsqu'il est constaté pour un débiteur donné, que les paiements ont repris de manière régulière

pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine, ainsi que prévu à

l'article 6 du Règlement n°2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable.

Dépréciations sur créances douteuses débiteurs

Toutes les créances douteuses débiteurs n'ont pas vocation à être dépréciées et les dépréciations peuvent être passées, soit au titre du risque adhérent, soit au titre du risque débiteur, conformément au tableau ci-dessous :

	Risque adhérent	Risque débiteur
Créances dépréciées	Litigieuses compromises ⁽¹⁾	Douteuses compromises ⁽¹⁾
Créances non dépréciées	Litigieuses simples	Douteuses simples

(1) Conformément au Règlement n°2002-03 du 12 décembre 2002 du Comité d'urgence du CNC, les créances douteuses débiteurs compromises incluent, outre les créances en procédure contentieuse, toutes les créances figurant dans l'encours douteux depuis plus d'un an (soit 455 jours après l'échéance théorique).

Les créances litigieuses simples et douteuses simples ne sont pas représentatives d'un risque avéré et de ce fait ne sont pas dépréciées.

Dépréciations sur créances douteuses adhérents

Les dossiers adhérents sont transmis au service contentieux et enregistrés en douteux compromis, lors de la constatation du risque de non-paiement.

Commissions

La commission de service qui rémunère l'ensemble des services du factor s'applique ad valorem sur le montant des factures cédées.

La commission d'anticipation ou de financement rémunère les financements accordés par Société Générale Factoring à ses adhérents.

Evènements post clôture

Néant.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**  **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**
Factoring

Société Générale Factoring

3, rue Francis de Pressensé
93577 La Plaine Saint-Denis Cedex

Tel +33 (0) 1 71 89 99 99

Fax +33 (0) 1 71 89 24 00

702 016 312 R.C.S. Bobigny

SAS au capital de 14 400 000 €

www.factoring.societegenerale.com

Crédits : photos © Getty Images © Jean-Marie Cras